



Le 6 mars 2019

Appel aux associations à se mobiliser

Suite à son assemblée [plénière réunie samedi 23 février 2019](#) en présence d'une cinquantaine d'acteurs engagés dans les mouvements citoyens (*mouvement des Gilets Jaunes, Associations citoyennes, Réseaux associatifs*) **le Collectif des Associations Citoyennes lance un appel à mobilisation** pour renforcer les mouvements de contestation contre des politiques et un système qui ne permettent pas à une majorité de personnes, de toutes origines et de toutes conditions sociales, de vivre dignement.

Le mouvement des Gilets jaunes ne vient pas de nulle part, et il ne peut surprendre les militants des associations citoyennes qui connaissent les dures conditions de vie des habitants des communes, des quartiers populaires, des villes. Il rejoint d'autres mouvements sociaux de travailleurs pour la défense de leur emploi, des employés ou usagers des services publics, contre la contre-réforme de l'administration (Action Publique 2022), contre la fermeture de bureaux de poste ou de maternités. Il rejoint nombre d'enseignants contre la mise à sac du service public d'éducation, et des lycéens et étudiants qui s'inquiètent des filières et des réformes leur bloquant l'accès à l'université. Il rejoint aussi beaucoup d'agriculteurs soumis aux normes productives industrielles, ou encore les personnes isolées, retraitées, handicapées, vivant pauvrement d'allocations et de minimas sociaux.

Le besoin de justice sociale rejoint l'urgence environnementale dont les causes sont à rechercher dans un système capitaliste prédateur de la nature et de l'humanité. Ils relèvent en effet d'une même cause, l'enrichissement sans limite d'une petite minorité de personnes. C'est cette oligarchie financière qui impose aux politiques de l'Union Européenne, à travers les principes de "concurrence" et de "libre circulation des personnes, des biens, des services et des marchandises", un système néolibéral qui a pour effet la destruction des politiques sociales et de solidarité, la limitation des libertés individuelles, la marchandisation du secteur associatif (santé, éducation, culture, etc.).

Pendant que se déroule le « grand » débat, l'Assemblée Nationale et le Sénat continuent de voter les lois liberticides ou destructrices des services publics : loi anticasseur, loi pour une école de confiance (!), loi PACTE, réforme de la justice... Les procédures-baillons se multiplient contre les militants associatifs, pour restreindre le droit d'intervention des associations et des citoyens, contre le devoir d'asile et de fraternité. Dans ce contexte, il n'y a rien à attendre de ce « grand » débat. Mais il y a tout à espérer de **VRAIS DÉBATS**, de citoyens et d'associations, sans tabou, portant sur tous les effets des politiques actuelles et s'autorisant à discuter d'un **changement de cap !**

Pour leur part les associations citoyennes sont prêtes à y prendre toute leur place, localement, avec les habitants et les citoyens, mais aussi dans une large coordination inter-réseaux construite avec les citoyens engagés.

Le CAC lance cet **APPEL A CHANGER DE CAP** pour :

- 1- S'engager activement dans les manifestations et rassemblements**, à l'occasion notamment du mouvement des gilets jaunes, des marches pour le climat, des mobilisations pour la défense des services publics et pour l'emploi, ou des actions des lycées et étudiants pour la lutte contre le changement climatique
- 2- Participer aux divers collectifs locaux** qui organisent les rassemblements et les vrais débats citoyens
- 3- Participer** à l'extraordinaire élan d'éducation populaire que constitue la mobilisation sociale en y apportant **les compétences des associations** pour l'organisation de débats, de réunions, permettant les rencontres et les échanges
- 4- Faire connaître les difficultés associatives** et l'importance de leur contribution au pouvoir d'agir des citoyens et citoyennes

Nous entendons porter **un modèle de société** dans lequel le tout-marchand et la concurrence ne s'imposent plus à la solidarité, au bien commun et à l'intérêt général. Sur la base de ses propres revendications, contre la logique de marchandisation du secteur associatif, pour la défense de l'emploi associatif, du droit à subvention, et la contractualisation pérenne avec les partenaires publics, nous appelons à l'organisation d'une **action symbolique**, chaque semaine, mettant en avant la situation, le rôle et la diversité des associations citoyennes, leurs revendications et leurs propositions pour une société humaine, solidaire.